

Questions orales

Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a eu l'occasion de parler avec le vice-premier ministre et ministre des Finances de la réunion du Fonds monétaire international qui a eu lieu la semaine dernière en Europe. Pourrait-il aussi nous dire quelles ont été les conclusions de cette réunion relativement aux difficultés de certains pays qui, comme la Jamaïque, entre autres, ployent sous la charge des dettes attribuables à la crise monétaire internationale?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le vice-premier ministre et ministre des Finances ne m'a pas encore parlé de cette réunion, mais le gouvernement est très conscient de toute la question du dialogue Nord-Sud et de tous les problèmes connexes qui, ces dernières années, préoccupent si vivement le vice-premier ministre et ministre des Finances ainsi que d'autres ministériels.

Cette année, il y aura une session spéciale des Nations Unies sur ce problème, et je puis assurer au député que c'est là une de nos premières préoccupations dans les affaires internationales.

M. Ogle: Madame le Président, dans le rapport de la Commission indépendante pour les questions de développement international qui vient d'être publié, l'ex-chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, M. Willy Brandt, a dit que les gouvernements devaient saisir de toute urgence leurs parlements respectifs de la question des disparités Nord-Sud.

Le ministre est-il prêt à entamer dès maintenant ce débat à la Chambre, afin que le Canada, au lieu de contribuer seulement à l'accroissement des tensions internationales, puisse être à l'avant-garde pour répondre aux besoins mondiaux de développement qui, aujourd'hui, ne constituent pas une question d'importance secondaire mais plutôt une question de survie?

M. MacGuigan: Madame le Président, comme la Chambre le sait, le gouvernement a déjà institué un groupe d'étude dans ce domaine, et il est bien entendu que les questions de cet ordre seront soumises au comité parlementaire et aussi à la Chambre en temps opportun.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALELE VOYAGE DE MEMBRES DU CABINET EN
COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES MOTIFS DE LA VISITE

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et fait suite aux rumeurs voulant que neuf ministres du gouvernement partent prochainement en mission dans le pays situé au-delà des Rocheuses, appelé Colombie-Britannique.

Le premier ministre peut-il nous dire quels seront exactement les objectifs de cette mission? Peut-il aussi nous donner une idée du message qu'elle doit nous apporter afin que nous qui venons de cette terre étrange puissions préparer l'accueil hospitalier généralement réservé aux délégations de cette importance et que cette mission ne devienne pas une mission impossible?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je m'étonne que le député appelle la Colombie-Britannique une terre étrange. C'est un très beau pays qui fait partie intégrante du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je m'étonne également qu'il pense que cette question fait l'objet de simples rumeurs. S'il était toujours en contact étroit avec sa circonscription il saurait que le gouvernement de Colombie-Britannique demande à rencontrer notre gouvernement depuis de nombreuses semaines. Malheureusement, nous n'avons pas pu réunir suffisamment de ministres pour participer à cette rencontre dans l'Ouest mais, heureusement, nous allons recevoir la visite du premier ministre du Japon et nous avons prévu qu'une partie des entretiens avec notre hôte japonais aurait lieu en Colombie-Britannique. Plusieurs ministres fédéraux auront ainsi l'occasion de se rendre en Colombie-Britannique pour discuter avec leurs homologues de nombreuses questions d'intérêt mutuel.

M. Oberle: Madame le Président, dans ces conditions, le premier ministre pourrait-il inscrire des députés de ce côté-ci sur la liste de diffusion du ministre politique qui siège à l'autre Chambre et qui a organisé la mission en collaboration avec le comité d'accueil.

Le premier ministre peut-il préciser si les ministres vont discuter de choses comme le port de Prince-Rupert et les ententes avec le chemin de fer de la Colombie-Britannique au sujet des wagons-trémies, d'autant plus que le ministre des Transports fera partie de la délégation? Plus précisément, sont-ils prêts à discuter de certains engagements pris par l'ancien gouvernement et à les confirmer?

M. Trudeau: Madame le Président, je serai heureux d'accéder à la demande du député. Je suis certain qu'il figure sur la liste de diffusion de notre gouvernement. Je pense que nous faisons le maximum d'efforts pour que les députés d'en face restent en contact avec leurs électeurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Quant à l'objet des discussions, madame le Président, nous aurons un programme très chargé que nous avons préparé d'un commun accord avec le gouvernement de la Colombie-Britannique.

* * *

L'ÉNERGIE

L'ADMINISTRATION DU PÉTROLE AU LARGE DES CÔTES

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, étant donné l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j'adresse ma question au premier ministre.

Il y a quelques jours, le gouvernement de Terre-Neuve, par l'entremise de son porte-parole, le ministre de l'Énergie, a fait savoir que le gouvernement fédéral ne lui avait toujours pas communiqué sa position concernant le conflit avec la province relatif à l'administration du pétrole au large de ses côtes. Le premier ministre peut-il nous dire si son gouvernement a toujours l'intention de renvoyer la question à la Cour suprême du Canada et, le cas échéant, quand il compte le faire?